

Les mesures d'urgence prises à l'échelle comorienne face à la Covid-19

tre la prise en charge à 100% de s les malades dans les trois principaux centres de soins, l'Etat a apporté un soutien ciblé aux entrepreneurs économiques, aux établissements bancaires, à la filière vanille, aux transporteurs, aux fonctionnaires et agents de l'Etat. Le gouvernement a mis en place une assistance financière au profit des ménages les plus vulnérables à travers un projet de filets sociaux et de sécurité toujours en cours.

La crise sanitaire de la Covid-19 a sérieusement impacté les économies africaines comme l'ont reconnu les chefs d'Etat réunis mardi 18 mai à Paris.

«La pandémie de Covid-19 a provoqué une crise économique mondiale sans précédent, aux conséquences sociales graves», a précisé la Déclaration finale adoptée à la fin du sommet. (Lire en haut) Comores, la croissance économique a

connu une décélération à cause de la crise engendrée par le cyclone Kenneth, d'une part, et le Coronavirus, d'autre part. «Le taux de croissance économique est estimé à +0,2% pour l'ensemble de l'année 2020 (soit -0,7 point de moins que les prévisions établies à la fin du premier semestre 2020)», souligne la Banque centrale des Comores (Bcc) dans sa note de conjoncture 2020, publiée en avril dernier.

Le ralentissement de l'activité économique s'est accentué à cause de la fermeture des frontières et du couvre-feu. Les festivités du grand-mariage suspendues. De nombreux secteurs, le tourisme et l'hôtellerie notamment, seront fortement touchés. L'activité informelle qui joue un rôle important dans les ménages (plus de 60% du Pib) a été sérieusement impactée. Les revenus ont chuté, la demande intérieure a dégringolé. Le secteur des services qui contribue «à hauteur de 55% du Pib» a connu le même sort.

Le gouvernement avait un double défi : lutter contre la pandémie et soutenir les agents économiques pour éviter l'effondrement total des chaînes de production et sauver au minimum un tissu économique encore fra-

gile. Côté sanitaire, l'ordre est donné pour assurer une couverture totale de toutes les dépenses des patients. Côté socio-économique, diverses mesures d'accompagnement seront prises en pleine crise de la Covid-19.

L'accompagnement des opérateurs économiques s'est traduit par un abattement de 30% pour certains produits stratégiques à la Douane qui a coûté plus d'un milliard de francs comoriens à l'Etat. Le gouvernement a décaissé 300 millions de francs au profit de la filière de la vanille.

La vignette automobile 2020 sera suspendue, soit une perte de 400 millions de francs comoriens. De même, le gouvernement a annoncé une éventuelle prise en charge des pertes enregistrées par les écoles privées, réévaluées à 655 millions au profit de 222 établissements. Les autorités ont procédé à un avancement des fonctionnaires ayant une incidence financière d'environ 400 millions de francs sur le budget annuel de l'Etat.

On notera aussi le rééchelonnement de toutes les créances au niveau des banques pendant une période de six mois. Le taux de

réserve obligatoire des établissements financiers passera de 15 à 10% pour les permettre de disposer de nouvelles marges de financement du crédit à l'investissement au profit des entreprises et des ménages. «La masse monétaire connaîtra une hausse de 11,5% à la fin de l'année 2020, s'établissant à 163,6 milliards de francs à fin décembre contre 146,7 milliards de francs à fin décembre 2019», selon toujours la Bcc.

Le gouvernement a demandé et obtenu un fonds d'assistance de 6 millions de dollars, (environ, 2,5 milliards de francs comoriens) pour soutenir les ménages vulnérables en pleine crise sanitaire. Des aides financières directes sont actuellement remises à des catégories de la population. Au total, 21.600 ménages sont concernés dont 12. 300 ménages à Ngazidja, 6. 300 ménages à Ndzouani et 3. 000 à Mwali. Cette assistance financière s'ajoute aux activités en cours de relèvement post-Kenneth d'un montant de 18 millions de dollars qui concernent 118 villages dont 83 à Ngazidja, 22 à Ndzouani et 13 à Mwali. Le but est d'amortir les effets de la crise sanitaire.

ASK